

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUILLET 2012

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUILLET 2012 [SYNTHESE]

A fin juillet 2012, l'**environnement international** est marqué par la persistance des problèmes financiers en Europe et la croissance moins forte que prévu dans les pays émergents. Sur cette base, la croissance mondiale a été révisée à 3,5% en 2012, en baisse de 0,1 point par rapport aux prévisions d'avril 2012. Toutefois, l'atteinte de ce nouvel objectif suppose l'assouplissement de la politique économique dans les pays émergents et l'amélioration progressive de la situation financière des pays de la zone Euro. En effet, en réponse aux inquiétudes dans cette zone, la Banque Centrale Européenne a annoncé la mise en place du programme « Outright Monetary Transactions » (OMT). Il vise à racheter sur le marché secondaire, une quantité illimitée d'obligations des pays européens en difficulté. Cette nouvelle disposition est renforcée par la poursuite des travaux pour la mise en place d'une union bancaire et monétaire. Il s'agit à terme, d'apaiser les marchés financiers pour baisser les taux d'intérêts des pays en difficulté.

Au niveau des pays émergents, la croissance a été ramenée à 5,6% en 2012 contre 5,7% initialement. Ces pays enregistrent un ralentissement de leurs activités économiques en raison de la contraction de la demande mondiale. La Chine enregistre par ailleurs le dégonflement de la bulle immobilière et une contraction de ses exportations dont la croissance est passée de 25,1% au premier trimestre 2011 à 4,1% en 2012. La croissance de l'Inde est tombée à 5,3% en 2012 en raison d'un déficit jumeau et du retrait massif des capitaux étrangers. Le Brésil est aussi secoué de plein fouet puisque les prévisions de croissance de 2012 ont été revues à 3% contre 4,5% initialement.

Sur les **marchés des matières premières**, les cours du pétrole brut ont enregistré un retournement de tendance en juillet 2012. La tendance baissière qui a permis au cours de passer de 122,9 dollars en mars 2012 à 96,4 dollars le baril en juin 2012 s'est estompé. En juillet, le pétrole brut est à 102,3 dollars le baril. Ceux du cacao ressortent à 2 512,3 dollars la tonne¹ à fin juillet 2012, en recul de 18,0% par rapport à juillet 2011. Les cours du café, du coton, de l'anacarde et du riz se contractent respectivement de 24,4%, 31%, 32,8% et 2,6% par rapport à ceux de juillet 2011.

Du côté du marché des changes, les mesures proposées par la BCE le 29 juin 2012 ont rassuré le marché et conduit à une appréciation de l'euro par rapport au dollar américain, au yen, à la livre sterling et au yuan chinois en juillet 2012. Le taux de change de l'euro par rapport à ces

différentes monnaies s'est affiché à 1,23 \$.US, 97,08 yen, 0,79 £ et 7,83 CNY.

Au plan national, le rebond de l'activité, par rapport à l'année 2011 se poursuit, soutenu par les investissements publics et la reprise de la demande intérieure. Cet optimisme est traduit par la CGECI² dont la majorité des entreprises (90%) adhérentes anticipent un redressement de leurs activités en 2012. Les membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française³ (CCIF CI) indiquent également des avancées dans la confiance placée dans l'avenir économique de la Côte d'Ivoire et prévoient une progression de leurs affaires en 2012.

Au niveau des produits de l'**agriculture d'exportation**, à fin juillet 2012, toutes les spéculations enregistrent une hausse à l'exception du cacao (-14,1%). Le coton (+43,6%); la banane (+2,0%); l'ananas (+5,1%); l'anacarde (+153,7%); le sucre (+3,1%); l'anacarde (28,3%); et le café (120 765,6 tonnes contre 20 267,0 tonnes récoltées à la même période de 2011), ainsi que l'huile de palme (+7,8% à fin mai 2012), enregistrent une hausse de leur production. Les évolutions positives s'expliquent notamment par les investissements réalisés, le bon entretien des parcelles et une pluviométrie adéquate. S'agissant du café et de l'anacarde, les fortes hausses se justifient par la faiblesse de la récolte sur la période correspondante en 2011 du fait de la crise. Par ailleurs, la filière l'anacarde est confrontée à la fuite de la production vers le Ghana en liaison avec la différence des prix pratiqués et la proximité des zones de production avec le Ghana.

Concernant le cacao, le repli est le fait du retour au niveau moyen de production, suite à l'envolée des récoltes observée en 2011, du fait des conditions climatiques exceptionnellement favorables.

Dans le **secteur minier**, l'or (+15,9%; 7 706 kilogrammes) et le gaz (+9,3%; 35 366 888 MMBTU ou 1 000,9 mètres cubes) sont toujours en hausse. Le dynamisme de l'or est attribuable à la pleine activité de la mine de Tongon tandis que le gaz bénéficie de l'effet de rebond, après le repli d'activité observé au cours des premiers mois de l'année 2011. En revanche, l'extraction pétrolière se contracte (-11,2%; 6 465 127 barils), en raison du déclin des champs pétroliers CI 11 et CI 40 et la fermeture temporaire pour travaux du champ CI 26.

Au terme du premier semestre de l'année 2012, l'indice moyen de la **production industrielle** rebondit de 30,3%, soutenu par la reprise de la consommation intérieure et

² Enquête réalisée au terme du 1^{er} trimestre par la Confédération Générale de Entreprises de Côte d'Ivoire

³ Baromètre conjoncturel de la CCIFCI (juillet 2012)

¹ Source Organisation International du Cacao (ICCO)

des exportations. Ce dynamisme provient des branches « Agroalimentaire » (+41,2%), « Chimie » (+98,9%), « Textile et chaussures » (+81,5%), « Automobile mécanique électricité » (+49,9%), « Energie électrique, Eau » (+15,7%), « Matériaux de construction » (+76,1%) et du BTP (+154,9%). L'extraction minière progresse faiblement (1,1%), tandis que les « Industries diverses » (-15,0%) accusent une baisse d'activité.

Par rapport à fin juin 2010, l'indice d'ensemble de la production industrielle enregistre une croissance de 5,8% et l'indice hors extraction croît de 11,7%, traduisant un engouement au-delà des efforts d'avant la crise.

A fin juillet 2012, la production et la consommation **des énergies commerciales** évoluent favorablement. La production de **produits pétroliers** atteint 1 587 165 tonnes, contre 816 948 tonnes réalisées à fin juillet 2011. L'activité de raffinage tire avantage, à la fois, de la reprise de la consommation intérieure (+ 97,4%) et du rebond des exportations (+73,8) amorcé au mois d'avril 2012, en liaison avec l'amélioration des marges de raffinage internationales.

Du côté de l'**électricité**, la production affiche une hausse de 15,0%, liée au dynamisme de la source thermique (+12,1%) qui couvre la contreperformance de la production de source hydraulique (-20,3%). La consommation intérieure croît également de 23,8%, grâce aussi bien à la basse tension (+13,2%) qu'à la moyenne et haute tension (+37,4%), confirmant la relance de l'activité industrielle.

Les **activités du tertiaire**, à fin juillet 2012 poursuivent leur dynamisme. En effet, **les ventes de détail** progressent de 43,0% par rapport à fin juillet 2011 tiré par les produits pétroliers. Hors produits pétroliers, cette évolution des de 19,4%. Dans la **branche transport**, le trafic aérien de voyageurs croît de 71,5%, tiré par l'ensemble de ses postes à l'exception du fret aérien, qui recule de 32,4%. L'activité **maritime** enregistre une augmentation du trafic global de marchandises qui se situe à 13 485 570 tonnes contre 8 789 251 tonnes à fin juillet 2011, soit une hausse de 53,4%.

En moyenne sur les sept premiers de l'année 2012, **les prix à la consommation** ressortent en quasi-stabilité (+0,3%), grâce à la normalisation des circuits de distribution et aux mesures prises par le Gouvernement pour la lutte contre la cherté de la vie qui ont induit une baisse des prix des produits alimentaires de 3%.

En glissement annuel, l'inflation ressort à 1,7% au mois de juillet 2012. Cette évolution provient notamment des postes « Produits alimentaires » (+2,1%), « Articles d'habillement et chaussures » (+2,8%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,7%), « Transports » (+1,6%) et « restaurants et hôtels » (+3,3%).

Au terme des sept premiers mois de l'année 2012, **les échanges extérieurs** se traduisent par une progression en valeur des exportations (+10,0%) et des importations (+118,7%), en liaison surtout avec la relance de l'activité économique. La hausse des importations est attribuable notamment, aux produits alimentaires (+45,6%), aux biens intermédiaires (+120,3%) et aux biens d'équipement (+282,6%). Celle des exportations dépend de la plupart des spéculations, à l'exception du cacao, de l'ananas, du caoutchouc et du bois de grumes. Il se dégage un excédent commercial de 346,5 milliards, contre 1 605,2 milliards en 2011. Les prix moyens à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 7,9% et 1,4%, induisant une dégradation de 6,5% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 112%, en baisse de 110,7 points de pourcentage par rapport à juillet 2011.

A fin juillet 2012, la **situation monétaire**, par rapport à fin décembre 2011, est caractérisée par une baisse de 20,7 milliards (-0,5%) de la masse monétaire découlant du repli des avoirs extérieurs nets de 200,1 milliards (-11,0%). Le crédit intérieur net se redresse de 178,1 milliards (+6,2%). Il bénéficie d'une part, de l'augmentation de la Position Nette du Gouvernement de 148,6 milliards (+18,1%) liée à l'émission de titres publics et d'autre part, de l'accroissement du crédit net à l'économie de 29,5 milliards (+1,4%) traduisant le soutien du secteur bancaire à la relance économique.

Enfin, l'**activité boursière**, à fin juillet 2012, ressort en hausse sur l'ensemble de ses compartiments par rapport à au mois précédent. Ainsi, l'indice BRVM 10 progresse de 1,9% pour s'établir à 161,4 points, pendant que la BRVM composite ressort à 143,6 points (3,4%). La capitalisation boursière croît de 7,0% pour s'afficher 4 146,2 milliards, avec une activité plus intense sur le marché secondaire (+20,5%).

Au total, à fin juillet 2012, l'activité économique nationale est marquée par une évolution favorable, portée par les mesures de relance mise en œuvre par le Gouvernement.

Les secteurs secondaire et tertiaire, profondément impactés par la crise postélectorale en 2011, ont repris vigoureusement et enregistrent une hausse substantielle d'activité.

Quant au secteur primaire, il se maintient en dépit de la contraction des productions cacaoyère (-14,1%) et pétrolière (-11,2%) qui restent en ligne avec les replis respectifs prévus dans le cadrage macroéconomique pour l'année 2012.

Les réalisations à fin juillet devraient permettre de revoir la prévision du taux de croissance de 8,1% pour l'année 2012 légèrement à la hausse.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUILLET 2012

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

A fin juillet 2012, l'**environnement international** est marqué par la persistance des problèmes financiers en Europe et la croissance moins forte que prévu dans les pays émergents. Sur cette base, la croissance mondiale a été révisée à 3,5% en 2012, en baisse de 0,1 point par rapport aux prévisions d'avril 2012. Toutefois, l'atteinte de ce nouvel objectif suppose l'assouplissement de la politique économique dans les pays émergents et l'amélioration progressive de la situation financière des pays de la zone Euro. En effet, en réponse aux inquiétudes dans cette zone, la Banque Centrale Européenne a annoncé la mise en place du programme « Outright Monetary Transactions » (OMT). Il vise à racheter sur le marché secondaire, une quantité illimitée d'obligations des pays européens en difficulté. Cette nouvelle disposition est renforcée par la poursuite des travaux pour la mise en place d'une union bancaire et monétaire. Il s'agit à terme, d'apaiser les marchés financiers pour baisser les taux d'intérêts des pays en difficulté.

Au niveau des pays émergents, la croissance a été ramenée à 5,6% en 2012 contre 5,7% initialement. Ces pays enregistrent un ralentissement de leurs activités économiques en raison de la contraction de la demande mondiale. La Chine enregistre par ailleurs le dégonflement de la bulle immobilière et une contraction de ses exportations dont la croissance est passée de 25,1% au premier trimestre 2011 à 4,1% en 2012. La croissance de l'Inde est tombée à 5,3% en 2012 en raison d'un déficit jumeau et du retrait massif des capitaux étrangers. Le Brésil est aussi secoué de plein fouet puisque les prévisions de croissance de 2012 ont été revues à 3% contre 4,5% initialement.

Sur **les marchés des matières premières**, les cours du pétrole brut ont enregistré un retournement de tendance en juillet 2012. La tendance baissière qui a permis au cours de passer de 122,9 dollars en mars 2012 à 96,4 dollars le baril en juin 2012 s'est estompé. En juillet, le pétrole brut est à 102,3 dollars le baril. Ceux du cacao ressortent à 2 512,3 dollars la tonne⁴ à fin juillet 2012, en recul de 18,0% par rapport à juillet 2011. Les cours du café, du coton, de l'anacarde et du riz se contractent respectivement de 24,4%, 31%, 32,8% et 2,6% par rapport à ceux de juillet 2011.

Du côté du marché des changes, les mesures proposées par la BCE le 29 juin 2012 ont rassuré le marché et conduit à une appréciation de l'euro par rapport au dollar américain, au yen, à la livre sterling et au yuan chinois en juillet 2012. Le taux de change de l'euro par rapport à ces différentes monnaies s'est affiché à 1,23 \$.US, 97,08 yen, 0,79 £ et 7,83 CNY.

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

Au plan national, le rebond de l'activité, par rapport à l'année 2011 se poursuit, soutenu par les investissements publics et la reprise de la demande intérieure. Cet optimisme est traduit par la CGECI⁵ dont la majorité des entreprises (90%) adhérentes anticipent un redressement de leurs activités en 2012. Les membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française⁶ (CCIF CI) indiquent également des avancées dans la confiance placée dans

⁴ Source Organisation International du Cacao (ICCO)

⁵ Enquête réalisé au terme du 1^{er} trimestre par la Confédération Générale de Entreprises de Côte d'Ivoire

⁶ Baromètre conjoncturel de la CCIFCI (juillet 2012)

l'avenir économique de la Côte d'Ivoire et prévoient une progression de leurs d'affaires en 2012.

1. La production agricole

Dans le secteur traditionnel agricole à fin juillet 2012, toutes les spéculations sont en hausse, excepté le cacao (613 492,5 tonnes, -14,1%). Les cultures qui évoluent favorablement, sont entre autres, le coton (204 358,4 tonnes, +43,6%) ; le caoutchouc (120 789,0 tonnes, +4,5%) ; la banane (212 191,4 tonnes, +2,0%) ; l'ananas (50 018,7 tonnes, +5,1%) ; le café (120 765,6 tonnes contre 20 267,0 tonnes récoltées à fin juillet 2011), le sucre⁷ (138 359,2 tonnes ; +3,1%) et l'anacarde (303 380,4 tonnes ; +28,3%) ainsi que l'huile de palme (232 463,4 tonnes à fin mai 2012, +7,8).

La bonne tenue de ces cultures est attribuable en partie, au meilleur entretien des parcelles en lien avec le retour des exploitants, et pour certaines, aux investissements réalisés, à la base de l'amélioration des rendements des surfaces cultivées.

Le coton graine bénéficie de l'amélioration de la qualité des semences, en liaison avec l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ». En outre, la filière bénéficie de la subvention allouée par l'Etat pour le financement des intrants (pesticides, engrais) d'environ 7 milliards de francs CFA en 2012.

Le sucre se comporte favorablement grâce à des nouvelles variétés plus riches en teneur de sucre et à une bonne condition climatique (bon ensoleillement et bonne pluviosité).

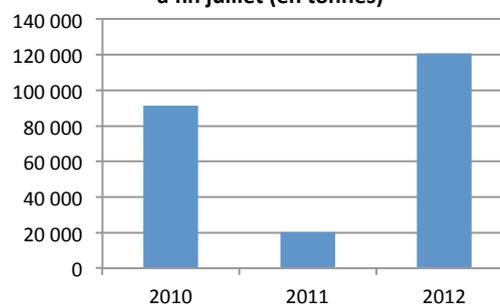
En ce qui concerne l'anacarde, le secteur se porte bien par rapport aux réalisations de juillet 2011 mais reste confronté aux sorties frauduleuses de la récolte vers le Ghana.

Au niveau du café, le rebond de la production se justifie en grande partie par le fait que la période de comparaison de 2011 a connu une forte perturbation des opérations de commercialisation, en raison de la poussée de l'insécurité et de l'abandon des plantations du fait de la crise postélectorale. A ces raisons, s'ajoutent également l'amélioration du prix aux producteurs de 20,5% au cours de la période sous revue.

L'augmentation de la production d'huile de palme à fin mai 2012 est liée à l'accroissement des surfaces en production, les taux d'extraction d'huile ayant légèrement reculé (23,32% contre 23,79% à fin mai 2011).

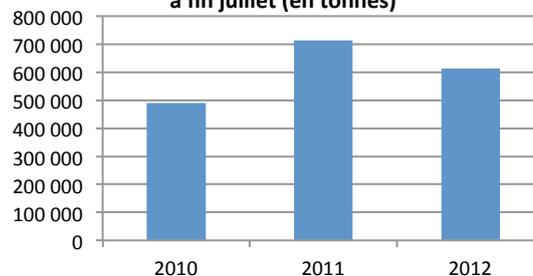
Cependant, ces performances sont amoindries par la baisse du cacao et du caoutchouc. S'agissant du cacao, il retrouve son niveau moyen de réalisation, suite à l'envolée des récoltes observée en 2011 du fait des conditions climatiques exceptionnellement favorables en 2011. Par ailleurs, la filière cacaoyère souffre du vieillissement des vergers et enregistre une altération de la qualité des fèves, à l'origine de la

Graph 1: Evolution de la production de café à fin juillet (en tonnes)



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café-Cacao

Graph 2: Evolution de la production de cacao à fin juillet (en tonnes)



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café-Cacao

⁷ Les données du sucre sont à fin mars 2012.

baisse de 16,2% en moyenne, du prix aux producteurs au cours des sept premiers mois de 2012. Malgré la contreperformance par rapport à 2011, la production cacaoyère enregistre une réalisation de 613 492,5 tonnes à juillet 2012 contre 457 616,3 tonnes réalisées à la même période de l'année 2010.

2. La production minière

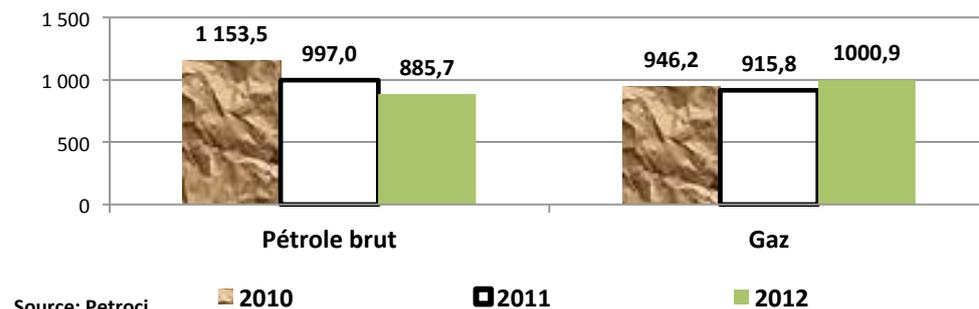
Dans le domaine minier à fin juillet 2012, les productions d'or et de gaz naturel poursuivent leur hausse pendant que l'extraction pétrolière recule.

La production **aurifère** progresse de 15,9% pour se situer à 7 706,4 kilogrammes. Ce résultat positif est attribuable à la pleine activité de la mine de Tongon qui représente la plus importante unité minière du pays et l'arrêt des perturbations liées aux problèmes sociaux des travailleurs.

L'extraction de gaz s'affiche à 35 366 888 MMBTU (1 000,9 m³), en augmentation de 9,3%. Elle bénéficie de l'effet du rattrapage suite à la contraction d'activité observée au cours des premiers mois de l'année 2011 et du redressement de la production sur le permis CI 27.

En revanche, la production de pétrole brut continue de baisser. Elle s'affiche à 6 465 127 barils, en repli de 11,2%, en liaison avec les baisses de la production sur les permis CI 11 et CI 40 du fait du déclin naturel des champs pétroliers et du report des investissements prévus en 2011. Il faut noter aussi la fermeture du permis CI 26 pour des travaux de maintenance.

Graph 3: Evolution des productions de pétrole (milliers de tonnes) et de gaz (millions de m3) à fin juillet



3. La production industrielle

A fin juin 2012, la production industrielle enregistre un rebond de 30,3%, par rapport à la même période de 2011 marquée par une baisse d'activité liée à la crise postélectorale. Cette évolution favorable est soutenue par la reprise de la consommation intérieure et des exportations. Elle se ressent au niveau des branches « Agro-alimentaires » (+41,2%) ; « Textile et Chaussure » (+81,5%) ; « Chimie » (+98,9%) ; « Matériaux de construction » (+76,1%) ; « Automobile, mécanique » (+49,9%), « Energie électrique, eau » (+15,7%) et de l'indicateur avancé des BTP (+154,9%).

Les industries agroalimentaires bénéficient de la bonne tenue des sous branches « Produits du travail des grains et farines » (+19,0%) ; « Conserves et préparations alimentaires » (+66,4%) ; « Boissons et glace alimentaires » (+42,7%) et « Corps gras alimentaires » (+96,2%).

La branche « Chimie » tire avantage de la résolution des difficultés de financement de la SIR, au niveau du poste « Produits dérivés du pétrole » (+128,0%). En outre, ses autres

composantes, à savoir « Caoutchouc et produits en caoutchouc » (+160,0%) et « Produits chimiques » (+16,8%) enregistrent des hausses de la production.

La branche « Textile et chaussure » est favorisée par la reprise de l'activité d'égrenage en liaison avec la hausse de la production de coton

La branche « Automobile mécanique » s'inscrit dans la dynamique de la reprise du transport terrestre, en liaison avec l'évolution favorable des activités primaire et secondaire ainsi que l'amélioration progressive de la situation sécuritaire.

La hausse d'activité de la branche « Energie électrique, Eau » est attribuable à la fois à l'augmentation de la production électrique (+16,0%) induit par la reprise économique et à l'amélioration de la fourniture des ménages en eau potable du fait des nouveaux forages aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

L'embellie dans le BTP s'explique par la reprise des investissements dans l'immobilier et dans le secteur public en liaison avec la réhabilitation des universités ; des résidences universitaires et de la voirie. Cette évolution est confortée par la vigueur de la demande nationale en matériaux notamment le ciment, au regard de l'augmentation des volumes importés de clinker (+92,7% en volume à fin juin 2012), le fer, le sable et le gravier.

Le dynamisme de l'activité industrielle hors extraction à fin juin 2012 est attesté par sa croissance de 11,7% par rapport aux six premiers mois de 2010. Cette évolution se ressent, aussi bien dans le secteur manufacturier (+8,0%) qu'au niveau des BTP (+24,3%).

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

Au terme des sept premiers mois de l'année 2012, les énergies commerciales poursuivent leurs tendances haussières, soutenues par le dynamisme de la demande intérieure ainsi que par l'amélioration des marges de raffinage internationales concernant les produits pétroliers.

La production de **produits pétroliers** se situe à 1 587 165 tonnes, contre une réalisation de 816 948 tonnes à fin juillet 2011, soit une progression de 94,3%. Ce dynamisme est en rapport avec la hausse de la consommation intérieure et des exportations respectivement de 97,4% et de 73,8%.

Les ventes intérieures de produits pétroliers tirent avantage de la bonne tenue du transport et s'affichent à 842 526 tonnes contre 432 006 tonnes à la même période de 2011. Ainsi à fin juillet 2012, la prévision annuelle de consommation intérieure est réalisée à 84,1%. S'agissant des exportations, elles continuent de bénéficier de l'amélioration des marges de raffinage internationales liée à une légère accalmie sur les cours du pétrole brut depuis le mois d'avril 2012. Elles ressortent en augmentation de 73,8% pour se situer à 769 972 tonnes mais reste en retrait de 3,7% par rapport à la même période de l'année 2010.

Au total, les ventes de produits pétroliers se hissent à 1 612 498 tonnes, en hausse de 84,3% par rapport aux réalisations de la même période de 2011. Cependant, il est important de noter que la Société Ivoirienne de Raffinage continue de rencontrer des difficultés de financement et ce, malgré l'accroissement de son activité. En effet, la titrisation de sa créance sur l'Etat n'est toujours pas effective.

Concernant l'**électricité**, la production croît de 15% grâce au dynamisme de la production de source thermique (+12,1%) qui couvre la contreperformance de la production de source hydraulique, en baisse de 20,3%. Ce déficit de la source hydraulique est imputable à l'insuffisance en eau des barrages hydroélectriques. Du côté de la consommation intérieure

d'électricité, il est enregistré une hausse de 23,8%, soutenue principalement par la reprise de la haute et moyenne tension (+37,4%) qui confirme le dynamisme de l'activité industrielle. La consommation de basse tension ressort également en hausse de 13,2%.

En revanche, les exportations se situent à 206 Gwh, à fin juillet 2012, en recul 41,8% par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de la bonne tenue de la demande intérieure face à une capacité de production limitée.

Dans l'ensemble, les ventes d'électricité s'établissent à 2 823 Gwh, en hausse respectivement de 14,4% et 16,5% par rapport à juillet 2011 et 2010.

5. Les activités tertiaires

Les activités du secteur tertiaire continuent de bénéficier du dynamisme du commerce de détail et du secteur du transport, notamment le trafic maritime et aérien, en liaison avec l'amélioration du climat des affaires et le retour à la consommation des ménages.

L'activité commerciale, mesurée par l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, progresse de 43,0% en termes nominaux, par rapport à la même période de l'année dernière. Cette tendance haussière amorcée depuis le mois de mai 2011, se poursuit grâce aux mesures prises par le Gouvernement, notamment la restauration de la capacité de l'Administration, le soutien au secteur privé et le renforcement de la sécurité. Ainsi, il est noté un redressement des activités dans la plupart des secteurs productifs, par conséquent, le flux des ventes de la quasi-majorité des postes évolue favorablement, soutenue par le regain de confiance des opérateurs économiques.

Le commerce intérieur, bénéficiant de l'effet de rattrapage par rapport au mois de juillet 2011 qui a pâti des effets induits de la crise post-électorale, reste dynamique, hormis le poste « Pièces et accessoires automobiles et motocycles neufs » (-3,7%) qui est en baisse.

En terme réel, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 42,7% par rapport à fin juillet 2011, le niveau général des prix étant de 0,3%.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail ressort en hausse de 19,4% par rapport à la même période de l'année précédente.

Dans la **branche transport**, à fin juillet 2012, *le secteur aérien* affiche un dynamisme d'activité avec des réalisations qui ressortent en hausse par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, le nombre total de voyageurs augmente de 71,5%, soutenu par le segment « Arrivée » (+72,9%) et le segment « Départ » (+77,0%), ce qui confirme la reprise effective des activités aéroportuaires et la confiance retrouvée en la Côte d'Ivoire. De même, le « transit direct » s'améliore de +83,7%. En revanche, le « fret aérien », qui a amorcé une baisse depuis le mois de mai 2012, affiche un repli de 32,4% par rapport à juillet 2011.

L'activité maritime, bénéficie de l'amélioration de la situation sociopolitique et de la reprise de l'activité qui se traduit par une hausse des escales de navires (+63,9%). Il en résulte un accroissement du trafic global des marchandises qui atteint 13 485 570 tonnes contre 8 999 251 tonnes un an plus tôt. Le trafic maritime est tiré à la fois par les importations (+77,1%) et les exportations (+28,6%).

6. Les prix à la consommation

A fin juillet 2012, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a enregistré *par rapport au début de l'année*, une hausse de 1,7% du fait du regain des prix des produits

alimentaires (+4,7%), ceux du poste « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,1%) et du poste « Transports » (+1,8%). La hausse des prix des produits alimentaires concerne la plupart des sous-postes et se ressent fortement au niveau des tubercules et plantains (+62,3%), des légumes frais (+2,7%), des fruits (+4,3%), des viandes (+4,8%), des poissons (+1,6%) et des céréales non transformées (+3,6%).

En glissement annuel, l'inflation ressort également à 1,7%, en liaison avec le renchérissement des produits des postes cités plus haut. A ceux-ci, il faut ajouter les postes « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+2,4%); « Loisirs et culture » (+1,3%); « Articles d'habillement et chaussures » (+2,8%) et « biens et services » (+1,4%).

La hausse des prix des services des postes « Restaurants et hôtels » (+3,3%) est imputable aussi bien aux services de restauration (+3,3%) qu'aux services d'hébergement (+7,2%).

Le poste « Transports » (+1,6%), en ce mois de juillet 2012, enregistre une flambée des prix principalement au niveau du poste « Transport aérien de passagers » (+26,1%) à cause de la pression de la demande liée aux périodes de vacances.

Les produits alimentaires, qui sont à la base de la hausse de l'inflation de façon générale compte tenu de son niveau de pondération dans l'IHPC, ressortent en hausse de 2,1%, attribuable imputable à l'augmentation des prix au niveau des postes « Céréales non transformées » (+1,6%), « Autres fruits frais » (+10,7%).

Ces augmentations de prix sont amoindries par le fléchissement de ceux des produits des postes « Communication » (-3,3%), « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-1,3%) et « Santé » (-2,5%).

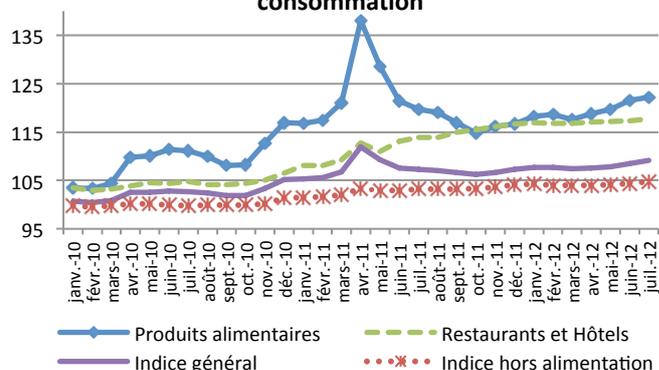
Par ailleurs, **en moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2012**, l'inflation s'affiche à 0,3%, avec une baisse substantielle des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (-3,0%), du poste « Communication » (-5,1%), santé (-0,6%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,1%). Les prix des autres postes résistent à la baisse du fait certainement de la demande très forte.

Le niveau du taux d'inflation de la Côte d'Ivoire demeure tout de même en-deçà de la norme communautaire de l'UEMOA qui est de 3%.

7. Les échanges extérieurs

A fin juillet 2012, l'évolution des échanges extérieurs se ressent d'une part de l'effet de l'embargo de 2011, qui s'estompe progressivement, et d'autre part de la relance de l'activité économique. Les exportations en valeur progressent de 10,0% et les importations doublent par rapport à la même période de 2011. Ce dynamisme des échanges avec l'extérieur est confirmé par la hausse des exportations et importations en valeur de 5,2% et 26,1% respectivement par rapport aux réalisations à fin juillet 2010.

Graph 4: Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source: Institut National de la Statistique

La croissance des exportations en valeur est attribuable à la plupart des spéculations à l'exception du cacao fève (-26,7%), du caoutchouc (-23,2%) et de l'ananas (-2,5%).

Du côté des importations, la progression en valeur se traduit dans l'ensemble de ses composantes, notamment les biens de consommation (+76,4%), les biens intermédiaires (+120,3%) et d'équipement (+282,6%). Ces évolutions confirment la reprise de la consommation et le regain de l'activité industrielle.

Il résulte de ces évolutions un excédent commercial de 346,4 milliards, en baisse toutefois de 78,4% par rapport à l'excédent réalisé à fin juillet 2011, du fait de l'accélération des importations. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 112%, contre 223% à la même période de l'année précédente, reflétant la situation particulière de 2011.

Par ailleurs, il est noté une chute des prix à l'exportation et à l'importation de 7,9% 1,4% respectivement, induisant une dégradation de 6,5% des termes de l'échange.

8. La situation monétaire

A fin juillet 2012, le profil des agrégats monétaires par rapport à fin décembre 2011, fait état d'une baisse de la masse monétaire (-0,5% ; -20,7 milliards), une contraction des avoirs extérieurs nets (-11,0% ; -200,1 milliards) et une hausse du crédit intérieur (+6,2% ; +178,1 milliards).

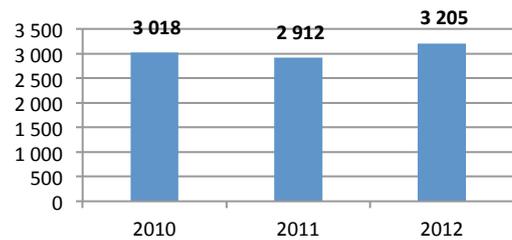
Les avoirs extérieurs nets se ressortent à 1 612,8 milliards. Ce résultat est dû essentiellement à la baisse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (-13,8% ; -227,4 milliards). Cette évolution pourrait s'expliquer notamment par le paiement du service de la dette publique extérieure et par le rapatriement des revenus des investissements étrangers réalisés en Côte d'Ivoire.

Le crédit intérieur net se situe à 3 054,0 milliards, en hausse de 178,1 milliards (+6,2%) du fait de la hausse des crédits à l'économie et de la Position nette du Gouvernement (PNG).

En effet, la PNG croît de 148,6 milliards (+18,1%) sous l'effet de l'émission des titres publics pour financer les projets d'investissement et pour faire face aux échéances et arriérés de la dette publique.

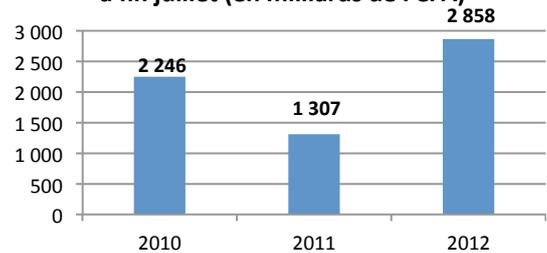
S'agissant du *financement net de l'économie*, il augmente de 29,5 milliards (+1,4%) pour se situer à 2 082,8 milliards, du fait de toutes ses composantes, à l'exception des crédits de campagne qui reculent de 20,3% (-24,4 milliards) compte tenu de l'absence des campagnes des cultures agricoles majeures et des crédits de long terme (-21,9 milliards ; -19,8%). Cette hausse de crédit à l'économie s'explique par la disponibilité des institutions financières, à octroyer des prêts pour la relance effective des activités économiques, vu l'amélioration du climat sociopolitique.

Graph 5: Evolution des exportations totales à fin juillet (en milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

Graph 6: Evolution des importations totales à fin juillet (en milliards de FCFA)

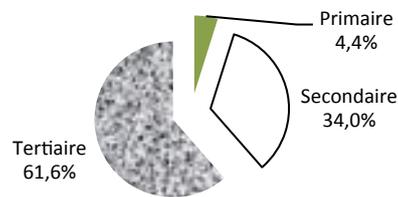


Source: Douanes/DCPE

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire baisse de 0,5% pour ressortir à 4 576,2 milliards. Ce résultat est imputable à la baisse de la monnaie fiduciaire (-138,4 milliards ; -8,9%).

L'analyse de la structure des crédits déclarés à fin juin 2012 à la centrale des risques, montre que le secteur tertiaire absorbe 61,6% des crédits accordés et reste le principal bénéficiaire du financement bancaire. Le secteur secondaire vient en deuxième position et bénéficie de 34,0% des crédits bancaires. Enfin, le secteur primaire reste le moins financé, ne bénéficiant que de 4,4% des prêts bancaires.

Graph 7: Répartition du crédit par secteur d'activité



Source: Centrale des risques de la BCEAO

9. Le marché boursier

Au cours du mois de juillet 2012, l'activité sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) s'est affichée en hausse sur l'ensemble de ses compartiments, par rapport à fin décembre 2011. L'indice BRVM 10 et l'indice BRVM Composite ont augmenté respectivement de 1,9% et 3,4% ainsi que la capitalisation boursière qui a progressé de 7,0%. Cependant, la valeur des transactions ressort en baisse de 65,8% malgré la hausse des volumes de titres échangés (+172,4%). Le marché a été entraîné essentiellement par le titre FILTISAC CI dont les cours affichent une hausse de 28,39%.

La capitalisation totale du marché est ressortie à 4 146,2 milliards en juillet 2012 contre 4 190,0 milliards un mois auparavant, soit une augmentation de 1,0%.

La valeur totale des transactions enregistrées en juillet 2012 s'établit à 5,95 milliards de FCFA pour 3 964 403 titres échangés contre 7,39 milliards de FCFA et 1 449 067 titres traités au mois de juillet 2011. Les titres les plus actifs ont été en volume ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED TG avec 3 770 427 titres transigés et en valeur SONATEL SN qui totalise 2,53 milliards de FCFA de capitaux échangés.

CONCLUSION

Au total, à fin juillet 2012, l'activité économique nationale est marquée par une évolution favorable, portée par les mesures de relance mise en œuvre par le Gouvernement.

Les secteurs secondaire et tertiaire, profondément impactés par la crise postélectorale en 2011, ont repris et enregistrent une hausse substantielle d'activité.

Quant au secteur primaire, il se maintient en dépit de la contraction des productions cacaoyère (-14,1%) et pétrolière (-11,2%) qui restent en ligne avec les replis respectifs prévus dans le cadrage macroéconomique pour l'année 2012.

Les réalisations à fin juillet augurent d'une croissance probablement plus importante que celle prévue initialement pour la fin de l'année de 8,1%. Toutefois, le maintien du rythme de redressement de l'activité économique nécessite une amélioration de la situation sécuritaire et sociale.